

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/STR/N/4/USA
24 novembre 2003

(03-6257)

Groupe de travail des entreprises
commerciales d'État

Original: anglais

COMMERCE D'ÉTAT

Notification nouvelle et complète présentée conformément à l'article XVII:4 a)
du GATT de 1994 et au paragraphe 1 du Mémorandum d'accord
sur l'interprétation de l'article XVII

ÉTATS-UNIS

La Mission permanente des États-Unis a fait parvenir au Secrétariat de l'OMC la communication ci-après, datée du 19 novembre 2003.

Conformément à l'article XVII:4 du GATT de 1994 et au paragraphe 1 du Mémorandum d'accord sur l'interprétation de l'article XVII de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, les États-Unis présentent ci-après leur nouvelle notification complète pour 1998 concernant leurs entreprises commerciales d'État.

I. COMMODITY CREDIT CORPORATION

1. Énumération des entreprises commerciales d'État

a) Identification de l'entreprise commerciale d'État

La Commodity Credit Corporation (CCC) du Ministère de l'agriculture des États-Unis.

b) Désignation des produits visés

Lait écrémé en poudre (0402), beurre (0405), fromage (0406), miel (0409), haricots secs (0713), blé (1001), seigle (1002), orge (1003), avoine (1004), maïs (1005), riz (1006), sorgho (1007), soja (1201), arachides (1202), lin (1204), graines de tournesol (1206), sucre (1212), tabac (2401), coton (5201), mohair (5102), laine (4102), et légumineuses (0708).

2. Raison et objet

a) Raison ou objet

La CCC est une entité appartenant à l'État et gérée par lui au sein du Ministère de l'agriculture. Elle a été créée pour stabiliser, soutenir et protéger les revenus et les prix agricoles. Elle aide aussi au maintien d'un approvisionnement équilibré et suffisant en produits agricoles et contribue à en assurer une distribution ordonnée.

b) Fondement juridique

La CCC a été constituée en société dans l'État de Delaware le 17 octobre 1933, avec un capital de 3 millions de dollars. À l'origine elle était gérée et fonctionnait en affiliation étroite avec la Reconstruction Finance Corporation, qui finançait ses activités. Le 1^{er} juillet 1939, la CCC a été transférée au Ministère de l'agriculture dans le cadre du Plan de réorganisation I du Président. Elle a été reconstituée en société fédérale le 1^{er} juillet 1948 au sein du Ministère de l'agriculture en vertu du *Commodity Credit Corporation Charter Act* (62 Stat. 1070, 15 U.S.C. 714).

3. **Description du fonctionnement de l'entreprise commerciale d'État**

a) Aperçu des opérations de l'entreprise commerciale d'État

Le Commodity Credit Corporation Charter Act (loi définissant la charte de la CCC), tel qu'il a été modifié, autorise la CCC à soutenir les prix des produits agricoles par l'octroi de prêts, des achats, le versement de primes et d'autres opérations et met à sa disposition les matériaux et installations nécessaires à la production et à la vente de produits agricoles. Cette loi autorise également la vente de produits agricoles à d'autres services publics et des gouvernements étrangers et à faire des dons de nourriture à des organismes de secours nationaux, étrangers ou internationaux.

b) Indication des droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux dont bénéficie l'entreprise commerciale d'État

Organisation: La CCC est dirigée par un Conseil d'administration, placé sous la supervision et direction générales du Ministre de l'agriculture, qui en est membre et Président *ès qualités*. Outre le Ministre, le Conseil comprend sept membres, qui sont nommés par le Président des États-Unis après consultation et approbation du Sénat. Les membres du Conseil et le personnel de la CCC sont tous fonctionnaires du Ministère de l'agriculture. Celle-ci ne dispose pas de personnel d'exploitation. Ses programmes en matière de soutien des prix, de stockage, de réserves et de détournement ainsi que ses activités d'acquisition et de vente au niveau national concernant les produits bénéficiant d'un soutien des prix sont menés essentiellement par le truchement du personnel et des installations de la Farm Service Agency (FSA). Les ventes à l'exportation (sauf pour le tabac et les arachides) et les dons de stocks gérés par la CCC à des fins d'aide internationale sont administrés par le Directeur général des ventes de la FAS.

Financement: Le capital social autorisé de la CCC, détenu par l'État, s'élève à 100 millions de dollars, la CCC pouvant cumuler jusqu'à 30 milliards de dollars d'emprunts à un moment quelconque. La Loi de finance de l'exercice 1988 (P.L. 100-202) a porté de 25 à 30 milliards de dollars le montant que la CCC peut statutairement emprunter.

Ces emprunts sont contractés auprès du Trésor public. Le taux des intérêts versés sur ces emprunts (ainsi que sur le capital social) est fondé sur le taux d'intérêt moyen de l'encours global des obligations d'État négociables (ayant une date d'échéance comparable) du mois précédent. Des intérêts peuvent également être versés sur d'autres effets et engagements à un taux prescrit par la CCC et approuvé par le Ministre du Trésor. La Loi de finance de 1966 relative au Ministère de l'agriculture et aux services connexes prévoyait qu'après le 30 juin 1964, il ne serait plus versé d'intérêts sur une partie des emprunts effectués par la CCC auprès du Trésor équivalente aux pertes non remboursées enregistrées dans ses comptes après la clôture de l'exercice au cours duquel ces pertes auront été réalisées.

Activités de soutien concernant les produits: La Loi sur l'agriculture (Farm Bill) définit la structure de base et les éléments opérationnels des programmes de soutien concernant les produits. La Loi fédérale de 1966 sur l'amélioration et la réforme de l'agriculture (P.L. 104-127, 110 Stat. 888) a

autorisé des programmes de soutien de 1996 à 2002 inclus. La Loi de 2002 sur la sécurité agricole et l'investissement rural autorise des programmes de soutien de 2002 à la fin de 2007.

Les opérations de soutien, essentiellement par le truchement de programmes de prêt, d'achat et de subvention, concernent les produits suivants: blé, maïs, oléagineux, coton, riz, tabac, lait et produits laitiers, orge, avoine, sorgho, arachides, sucre, miel, laine, mohair et légumineuses. Pour le lait et les produits laitiers, le soutien prend la forme d'achats de beurre, fromage et lait en poudre écrémé auprès des entreprises de traitement et de manutention. Il n'existe pas de programme de soutien de la CCC pour les produits transformés autres que les produits laitiers et le sucre.

Dans le cadre de ses programmes de soutien, la CCC acquiert des stocks essentiellement de deux manières:

Prise de contrôle – Dans le cadre du programme de prêt forfaitaire, le producteur doit rembourser le produit qui a servi de garantie au prêt forfaitaire à l'échéance de celui-ci. Sinon, la CCC en prend possession. Le caractère forfaitaire de ces prêts signifie que la CCC doit accepter le produit fourni en gage comme remboursement intégral du prêt au gré du producteur. Le prêt est alors réglé au taux correspondant aux quantité et qualité du produit visé. Dans un nombre de cas limité, la CCC offre également des prêts non forfaitaires. Mais ces prêts ne peuvent donner lieu à forfait et les produits visés n'entrent pas dans les stocks de la CCC.

Achats – Les prix de certains produits sont soutenus par des achats de la CCC auprès des producteurs ou des transformateurs. Par exemple, pour le lait et les produits laitiers, le soutien prend la forme d'achats de beurre, de fromage et de lait en poudre écrémé auprès des entreprises de transformation et de manutention.

Programmes d'aide alimentaire nationaux: Dans certaines situations, la CCC est autorisée à faire don au Programme de distribution d'aliments dans les réserves indiennes ainsi qu'à des organismes fédéraux, appartenant aux différents États ou privés de produits alimentaires acquis dans le cadre des programmes de prêts forfaitaires ou prélevés sur ses stocks. Ces produits sont utilisés dans le Programme national de repas dans les écoles/les Programmes de nutrition infantile et le Programme de compléments alimentaires et le Programme d'aide alimentaire d'urgence et vont également à des institutions caritatives pour être distribués aux indigents.

La CCC fournit gratuitement, à l'exception des frais d'emballage, des produits laitiers excédentaires aux forces armées et aux hôpitaux d'anciens combattants. Elle donne également des aliments acquis dans le cadre de ses programmes de soutien aux institutions pénales et correctionnelles fédérales ainsi qu'aux institutions correctionnelles pour mineurs des États, sauf lorsque ce service est fourni à des conditions de faveur. Elle met à la disposition du Ministre de l'intérieur des céréales acquises dans le cadre de ses opérations de soutien pour nourrir les oiseaux migrateurs afin d'éviter qu'ils ne causent des dégâts aux cultures. Le Ministre de l'intérieur peut également réquisitionner des céréales appartenant à la CCC pour nourrir des oiseaux migrateurs menacés de mourir de faim et tout État peut réquisitionner ces mêmes céréales sur détermination par le Ministre de l'intérieur que le gibier à plumes et d'autres animaux sauvages locaux sont menacés de mourir de faim.

La CCC fournit des produits agricoles ou autres aux zones économiquement sinistrées et à l'occasion de certaines grandes catastrophes, selon ce que détermine le Président des États-Unis.

Programmes d'exportation: La CCC est autorisée à promouvoir l'exportation de marchandises et produits agricoles par des dons, des ventes, le versement de primes aux exportateurs, l'octroi de crédits directs et d'autres activités liées à l'exportation de ces produits. Elle utilise les

différents services du Ministère de l'agriculture pour gérer les programmes internationaux de dons d'aliments et d'aide alimentaire (par exemple le programme Food for Progress).

Le Foreign Agricultural Service (FAS) fait appel aux services de la CCC pour fournir des garanties de crédit à l'exportation et mener des programmes de subventions à l'exportation. Il administre quatre programmes de garantie du crédit à l'exportation: le programme à court terme de crédit aux fournisseurs (SCGP), le programme de garantie du crédit à l'exportation (GSM-102), le programme intermédiaire de garantie du crédit à l'exportation (GSM-103) et le programme de garantie des moyens (FGP). Dans le cadre du Programme de développement des exportations (EEP) et du Programme d'incitations à l'exportation de produits laitiers (DEIP), des primes sont versées aux exportateurs américains pour leur permettre de s'aligner sur les prix en vigueur sur le marché mondial pour certains produits agricoles des États-Unis. À l'heure actuelle, seul le DEIP est en activité.

La CCC est également autorisée à effectuer des ventes directes (subventionnées) à l'exportation de produits laitiers provenant de ses stocks. Cependant, elle ne l'a pas fait depuis 1995.

c) Type d'entités autres que l'entreprise commerciale d'État qui sont autorisées à effectuer des importations/exportations et conditions de leur participation à ces opérations

Les négociants privés peuvent, sans aucune condition spéciale ni restriction, se livrer à toutes activités d'importation et d'exportation sur le territoire douanier des États-Unis.

d) Modalités de fixation du niveau des importations/exportations par l'entreprise commerciale d'État

Bien qu'elle soit autorisée à vendre directement à l'exportation par la loi portant définition de sa Charte, la CCC n'a actuellement aucune activité de vente directe à l'exportation. Lorsqu'elle effectue des ventes directes, les niveaux d'exportation sont déterminés en évaluant l'excédent des stocks par rapport à ce qu'il est prévu de revendre aux entreprises nationales.

e) Modalités de détermination des prix à l'exportation

Pour ses ventes directes à l'exportation, la CCC détermine les prix en négociant avec les acheteurs étrangers sur la base des conditions existantes de concurrence aux prix du marché mondial.

f) Modalités de détermination des prix de revente des produits importés

La CCC n'effectue aucune importation.

g) Indiquer si l'entreprise commerciale d'État négocie des contrats à long terme; si l'entreprise commerciale est utilisée pour remplir les obligations contractuelles assumées par les pouvoirs publics

La CCC n'est pas autorisée à négocier des contrats de vente à long terme. Cependant, elle agit pour remplir certaines obligations contractées par les pouvoirs publics. Ainsi, elle fournit des garanties de crédit à l'exportation et gère un programme de subventions à l'exportation. Elle utilise les services du FAS pour conclure des accords de coopération avec des groupes s'occupant du commerce de certains produits agricoles à des fins non lucratives pour gérer le Programme d'accès aux marchés et le Programme de développement de marchés à l'étranger. La CCC est autorisée à passer des contrats pour l'utilisation d'installations privées dans l'exercice de ses activités. Elle est également habilitée à acquérir des biens physiques et à louer ou prendre à bail les bureaux dont elle a besoin pour ses activités. Elle ne peut acquérir de biens fonciers ou des intérêts dans de tels biens, sauf pour

protéger ses intérêts financiers et disposer d'installations de stockage suffisantes pour l'exécution de ses programmes.

h) Brève description de la structure du marché

La CCC n'a effectué aucune vente à l'exportation depuis 1995. Durant les périodes où elle a effectué de telles ventes, ses opérations n'ont représenté qu'une très petite part des exportations de produits agricoles des États-Unis. En outre, le volume de ses ventes à l'exportation n'a constitué qu'une concurrence minime pour le commerce du secteur privé des États-Unis.

Les données sur les ventes directes à l'exportation ne tiennent pas compte des quantités écoulées par la CCC sur ses stocks pour les programmes d'aide alimentaire nationaux ou à l'étranger. On trouvera le détail des opérations concernant les stocks de la CCC dans le rapport annuel de son Président.

4. Renseignements statistiques

(Voir tableaux I à III ci-joints).

5. Raisons de l'absence de commerce avec l'étranger

Comme indiqué plus haut, la CCC n'a eu aucune activité de vente directe à l'exportation depuis l'exercice 1995. Les produits précédemment exportés dans le cadre du programme de ventes directes de la CCC empruntent aujourd'hui des circuits privés.

6. Renseignements complémentaires

Sans objet.

II. PROGRAMME DE PRODUCTION ET DE DISTRIBUTION D'ISOTOPES

1. Énumération des entreprises commerciales d'État

a) Identification

Les États-Unis maintiennent au sein de leur Ministère de l'énergie un Programme de production et de distribution d'isotopes.

b) Désignation des produits visés

Les produits visés sont les isotopes couverts par les rubriques 2844 et 2845 du Système harmonisé.

2. Raison et objet de la création et du maintien de l'entreprise commerciale d'État

a) Raison et objet

Par le truchement de ses laboratoires, le Ministère de l'énergie fournit des produits isotopes radioactifs et stables et des services connexes à un marché national et international vaste et varié. Le Programme de production et distribution d'isotopes (IP&D) produit et vend des isotopes radioactifs et stables, des produits dérivés, des matériaux excédentaires et des services connexes. Ces produits et services se vendent dans le monde entier et sont utilisés pour des applications diverses dans la recherche-développement, la biomédecine et l'industrie. Les objectifs du programme sont de produire

et distribuer des isotopes pour la recherche-développement, les thérapies et diagnostics médicaux et d'autres applications d'intérêt national. Le Ministère de l'énergie étudie les possibilités de faire financer ou cofinancer les nouvelles activités par le secteur privé.

b) Exposé succinct du fondement juridique de l'octroi de droits ou privilèges exclusifs

La Loi de 1954 sur l'énergie atomique est le texte de base qui habilite le Ministère de l'énergie à produire et distribuer des isotopes et soutenir la recherche-développement de nouveaux produits isotopes et de techniques connexes.

3. Description du fonctionnement de l'entreprise commerciale d'État

a) Aperçu

Le Programme IP&D commercialise, stocke et distribue les isotopes actuellement produits dans les laboratoires du Ministère de l'énergie. Ce dernier fournit des isotopes destinés à être utilisés en médecine, dans la recherche-développement et dans l'industrie. Il est la seule source aux États-Unis pour de nombreux isotopes importants. Il ne produit et distribue des isotopes que lorsque: 1) il n'y a pas de producteur privé aux États-Unis; 2) il existe le besoin de disposer d'installations publiques uniques, telles que réacteurs nucléaires et piles, accélérateurs de particules et installations d'enrichissement d'isotopes; ou 3) la capacité de production existante est insuffisante pour satisfaire les besoins urgents des États-Unis.

On trouvera à l'annexe I la liste des produits spécifiques vendus dans le cadre du programme. Leurs prix dépendent d'un certain nombre de facteurs, dont les coûts de production et la valeur marchande.

Le Programme met également au point des moyens améliorés pour produire et séparer les isotopes nécessaires dans l'intérêt national. Ces services comprennent, sans y être limités, les services d'irradiation, la préparation et le traitement des cibles, le capsulage des sources ainsi que d'autres préparations, analyses et séparations spéciales, des services d'expédition et le traitement des isotopes renvoyés.

Le programme a pour mission de maintenir l'infrastructure nécessaire pour satisfaire les besoins du pays en matière de sources sûres d'approvisionnement en isotopes, de services et de technologies connexes utilisés en médecine, dans l'industrie et dans la recherche. Cela garantit que l'infrastructure nécessaire à la production d'isotopes d'importance critique est utilisée d'une manière sûre, respectueuse de l'environnement et rentable et que, ce faisant, les utilisateurs qui ont besoin d'isotopes produits par le Ministère de l'énergie y ont accès. À cette fin, le Programme fonctionne comme une entreprise et met l'accent sur la qualité des produits et des services, la satisfaction du client, le contrôle des coûts, la commercialisation, la stabilité des prix et la rentrée de recettes.

Les isotopes commerciaux sont vendus sur la base d'un recouvrement complet des coûts. Ceux-ci comprennent les coûts directs liés à la production ainsi que les coûts d'infrastructure. Les isotopes destinés à la recherche sont vendus sur la base d'un recouvrement des coûts directs, seuls ces coûts étant inclus dans les barèmes de prix. Du fait qu'aucun crédit n'est inscrit au budget du Programme IP&D pour la production et distribution d'isotopes, les clients doivent payer à l'avance toutes les transactions portant sur des isotopes, sauf si ceux-ci sont prélevés sur les stocks. Le Programme vend les isotopes à des entités gouvernementales ainsi que des acheteurs nationaux et étrangers.

Le Ministère coordonne ses activités avec les producteurs commerciaux afin d'assurer que les isotopes essentiels soient toujours disponibles. Il rationalise ses activités en les regroupant ou les privatisant chaque fois que cela est possible pour en réduire les coûts pour le contribuable américain.

b) Indication des privilèges

Le Bureau de l'énergie nucléaire du Ministère de l'énergie assure le fonctionnement du Programme de production et de distribution d'isotopes au moyen d'un fonds de roulement et en maintient la rentabilité financière grâce aux recettes provenant des ventes et à des crédits budgétaires annuels. Avant 1989, année où a été créé le fonds de roulement, le Ministère de l'énergie subventionnait le programme. La Loi de finance de 1995 pour le développement de l'énergie et des ressources hydrauliques a autorisé le Ministre de l'énergie à transférer au fonds de roulement les crédits inscrits au budget de son Ministère pour la poursuite de ces activités.

c) Types d'entités autres que l'entreprise commerciale d'État qui sont autorisées à effectuer des importations/exportations et conditions de leur participation à ces opérations

Les sociétés privées et les universités qui produisent et distribuent des isotopes sont autorisées à en importer et exporter.

d) Modalités de fixation du niveau des importations/exportations par l'entreprise commerciale d'État

Le Programme prévoit les tendances futures grâce à des échanges fréquents entre les clients et son personnel, des visites sur place, la participation à des réunions professionnelles et la coordination de ses activités avec les différentes parties prenantes du "milieu des isotopes". Par ailleurs, des enquêtes et études indépendantes, ainsi que des évaluations de la gestion du programme permettent de connaître l'importance des marchés, les pressions exercées sur les prix, la concurrence et les renseignements fournis en retour par les clients.

e) Modalités de détermination des prix à l'exportation

Les prix demandés pour les produits fournis dans le cadre du Programme sont fondés sur les coûts de production, la valeur marchande et les besoins de la recherche.

f) Modalités de détermination des prix de revente des produits importés

Les prix à l'importation sont déterminés par les coûts de production et la valeur marchande.

g) Indiquer si l'entreprise commerciale d'État négocie des contrats à long terme

Si l'entreprise commerciale d'État est utilisée pour remplir les obligations contractuelles assumées par les pouvoirs publics

Oui, des contrats à long terme sont négociés, souvent avec des rabais pour achats en quantités.

h) Description de la structure du marché

Le marché mondial des isotopes comporte trois grandes composantes: le secteur médical, l'industrie (y compris la sécurité nationale) et la recherche scientifique (autre que médicale). Ce marché se caractérise par des obstacles élevés à l'entrée de nouveaux producteurs, des installations de production qui sont essentiellement détenues et exploitées par l'État et une demande qui est surtout mue par quelques grands clients commerciaux. Le nombre de fournisseurs de certains isotopes

importants utilisés dans les hôpitaux et le secteur privé augmente en raison de la pénurie de producteurs.

4. Renseignements statistiques

Tableau I: Renseignements sur les importations, par produit: voir tableaux ci-joints.

Tableau II: Renseignements sur les exportations, par produit: voir tableaux ci-joints.

Tableau III: Activités sur le marché intérieur lorsque l'entreprise commerciale d'État commercialise aussi ses produits sur le plan international: voir tableaux ci-joints.

5. Raisons de l'absence de commerce avec l'étranger (le cas échéant)

1995-2002: Tableau I. L'entreprise commerciale d'État (production et distribution d'isotopes) produit et distribue des isotopes stables (enrichis) et radioactifs. Ces isotopes ne sont pas importés pour être revendus. Dans les quelques cas où des matériaux radioactifs ont été importés, ils ont fait l'objet d'un ajout de valeur important de la part de l'entreprise commerciale d'État avant d'être revendus sous la forme exigée par les clients. Il n'y a eu aucune importation d'eau lourde (SH 2844.40.0010) au cours de cette période.

1995-2002: Tableau II. Il n'y a pas eu de vente de cobalt-60 (SH 2844.40.0010) à des clients étrangers au cours de cette période. Il n'y a eu que des ventes intérieures en 1995 et 1996, lesquelles sont indiquées en tant que telles dans le tableau III. Il n'y a pas eu d'exportation d'eau lourde (SH 2845.10.0000) au cours de cette période.

6. Renseignements complémentaires

Aucun.

ANNEXE 1

Liste des isotopes vendus

Actinium-225
Aluminium-26
Américium-241, -243
Arsenic-73
Béryllium-7
Bismuth-207
Calcium-42, -43, -44, -46, -48
Californium-252
Cadmium-109, -112
Césium-137
Chrome-50, -53
Cobalt-60
Cuivre-67
Curium-244, -248
Dysprosium-163
Fer-54, -55, -57, -58
Gadolinium-148
Gallium-69
Germanium-68
Hélium-3
Holmium-166
Hydrogène-2, -3
Iode-125, -131
Iridium-192
Krypton-78, -86
Lithium-6, -7
Lutétium-176, -177
Magnésium-28
Molybdène-99
Nickel-61, -62, -63
Palladium-103
Phosphore-32
Platine-195m
Plomb-204
Plutonium-238, -239, -240, -242
Polonium-209
Rubidium-85, -87
Samarium-152
Sélénium-75
Silicium-29, -32
Sodium-22
Strontium-82, -84, -85, -88, -89, -90
Technétium-95m, 99
Tellurium-124
Thallium-203
Thorium-229, -230

Titanium-44
Tungsten-188/Rhénium-188
Uranium-234, -235, -238
Xénon-124, -126, -127, -133
Yttrium-88, -90
Zinc-65, -66, -68, -70
Zirconium-90, -92, -94, -96

III. NAVAL PETROLEUM AND OIL SHALE RESERVES

1. Identification de l'entreprise commerciale d'État et désignation des produits visés

a) Identification

Naval Petroleum And Oil Shale Reserves ("Réserves navales de pétrole et de schistes bitumineux").

b) Désignation des produits visés

Les produits visés sont le pétrole brut (Système harmonisé 2709) et le gaz naturel (Système harmonisé 2711).

2. Raison et objet de la création et du maintien de l'entreprise commerciale d'État

a) Raison et objet

Les Naval Petroleum And Oil Shale Reserves ont été établies au début des années 1900 en tant qu'importantes sources de pétrole brut non exploitées susceptibles d'être utilisées par les forces armées en période de pénurie ou d'urgence.

b) Fondement juridique

Les Naval Petroleum And Oil Shale Reserves ont été établies en application d'une série de décrets-lois promulgués en: 1909, 1910 et 1912 (Président Taft), 1915 (Président Wilson), 1923 (Président Harding) et 1924 (Président Coolidge). La Loi de 1976 sur la production des Naval Petroleum Reserves (Public Law 94-258) en est le principal fondement juridique. Les autres lois qui en régissent l'administration et le fonctionnement sont la Loi de 1977 portant organisation du Ministère de l'énergie (Public Law 95-258), la Loi de finance relative à la défense nationale de l'exercice 1996 (Public Law 104-106); la Loi de finance relative à la défense nationale de l'exercice 1998 (Public Law 105-85), la Loi de finance relative à la défense nationale dite Strom Thurmond pour l'exercice 1999 (Public Law 105-261) et la Loi de finance relative à la défense nationale dite Floyd D. Spence pour l'exercice 2001 (Public Law 106-398).

3. Description du fonctionnement de l'entreprise commerciale d'État

a) Aperçu des opérations

Les Naval Petroleum And Oil Shale Reserves sont gérées par le Ministère de l'énergie des États-Unis et fonctionnent comme une entreprise commerciale de prospection et de production de pétrole. Des puits sont forés dans les Réserves pour rechercher le pétrole brut et le gaz naturel et les produits obtenus sont vendus sur le marché libre par adjudication publique. Les Naval Petroleum And Oil Shale Reserves ne se livrent à aucune activité d'importation ou d'exportation.

b) Indication des droits et privilèges exclusifs dont bénéficie l'entreprise commerciale d'État

Les Naval Petroleum And Oil Shale Reserves se voient attribuer des crédits annuels dans le cadre de la procédure budgétaire ordinaire. Toutes les recettes provenant de la vente de produits sont versées au Fonds général du Trésor. Aucun autre droit ou privilège exclusif n'est accordé à l'entreprise.

c) Type d'entités autres que l'entreprise commerciale d'État qui participent aux mêmes activités

Les Naval Petroleum And Oil Shale Reserves fonctionnent sensiblement comme une entreprise commerciale de prospection et de production de pétrole et de gaz. Il existe des milliers de sociétés commerciales de ce type aux États-Unis.

d) Modalités de fixation du niveau des importations/exportations par l'entreprise commerciale d'État

Les Naval Petroleum And Oil Shale Reserves ne se livrent à aucune activité d'importation ou d'exportation.

e) Modalités de détermination des prix à l'exportation

Les Naval Petroleum And Oil Shale Reserves ne se livrent à aucune activité d'importation ou d'exportation.

f) Modalités de détermination des prix de revente des produits importés

Les Naval Petroleum And Oil Shale Reserves ne se livrent à aucune activité d'importation ou d'exportation.

g) Indiquer si l'entreprise commerciale d'État négocie des contrats à long terme

Les contrats d'achat de la production sont négociés par adjudications publiques généralement à terme de six à 12 mois.

h) Brève description de la structure du marché

Les marchés du pétrole brut et du gaz naturel aux États-Unis sont variés, concurrentiels et ne dépendent ni du contrôle ni de l'influence du gouvernement fédéral.

4. Renseignements statistiques

Tableau I: Renseignements sur les importations, par produit: **Sans objet**, car aucun produit n'est importé par les Naval Petroleum And Oil Shale Reserves.

Tableau II: Renseignements sur les exportations: **Sans objet**, car aucun produit n'est exporté par les Naval Petroleum And Oil Shale Reserves.

Tableau III: Activités sur le marché intérieur lorsque l'entreprise commerciale d'État vend également ses produits sur le plan international: **Sans objet**, car les Naval Petroleum And Oil Shale Reserves ne se livrent à aucune activité commerciale internationale.

5. Raisons de l'absence de commerce avec l'étranger

La mission des Naval Petroleum and Oil Shale Reserves n'exige l'importation ou l'exportation d'aucun produit.

6. Renseignements complémentaires

Aucun.

IV. POWER ADMINISTRATIONS

1. Énumération des entreprises commerciales d'État

a) Identification

Les États-Unis maintiennent dans le domaine de l'électricité, au sein du Ministère de l'énergie, les quatre entreprises commerciales d'État suivantes: Bonneville Power Administration ("Bonneville"), Southeastern Power Administration ("Southeastern"), Southwestern Power Administration ("Southwestern") et Western Area Power Administration ("Western").

b) Désignation du produit visé

Le produit visé est l'énergie électrique (Système harmonisé 2716).

2. Raison et objet de la création et du maintien des entreprises commerciales d'État

a) Raison et objet

Les Power Marketing Administrations (PMA) ou "administrations de commercialisation de l'électricité" vendent en gros l'électricité produite par les barrages hydroélectriques que possèdent et gèrent l'United States Army Corps of Engineers (le Génie) et l'United States Bureau of Reclamation (le Bureau). Le gouvernement fédéral a commencé à vendre de l'électricité après que le Congrès a autorisé la construction de barrages et décidé de grands projets hydrauliques, essentiellement dans la période des années 1930 aux années 1960. Le Génie et le Bureau exploitent ces installations pour fournir ou gérer l'eau à des fins multiples telles que l'irrigation, la prévention des inondations, la navigation, les loisirs, l'alimentation en eau et l'amélioration de l'environnement. Ils produisent également de l'électricité dans 130 centrales hydroélectriques faisant partie de projets hydrauliques fédéraux. Les PMA vendent l'énergie électrique qui n'est pas utilisée aux fins des projets à des "clients préférentiels", qui sont des coopératives et des organismes publics, tels que services municipaux, districts d'irrigation et installations militaires. Tout excédent éventuel est vendu à d'autres services publics.

Bonneville, PMA qui s'autofinance, est tenue de satisfaire les besoins en électricité de sa zone de commercialisation de la région Pacific Northwest, d'encourager la conservation d'énergie, de développer des sources d'énergie renouvelables et de protéger et d'améliorer la faune sauvage (poissons et autres) du fleuve Columbia et de ses affluents. Elle vend en gros l'énergie électrique produite par 31 centrales hydroélectriques fédérales exploitées par le Génie et le Bureau et achète et vend de l'énergie électrique provenant de sources autres que fédérales et des moyens de conservation en quantités suffisantes pour satisfaire les besoins nets de ses clients. L'Administrateur de Bonneville et l'Ingénieur divisionnaire du Génie pour la Northwestern Division ont été désignés par décret-loi comme l'entité des États-Unis chargée de veiller à la bonne exécution du Traité relatif au fleuve Columbia conclu entre les États-Unis et le Canada en 1961.

b) Exposé succinct du fondement juridique de l'octroi des droits ou privilèges exclusifs

Le Ministère de l'énergie a la responsabilité des PMA régionales, lesquelles sont régies par leur législation propre, dont la Loi de 1977 portant organisation du Ministère de l'énergie. Les missions de Southeastern et de Southwestern sont définies au chapitre 5 de la Loi de 1944 sur la prévention des inondations, telle qu'elle figure au Titre 16, chapitre 825s du Code des États-Unis.

La Loi de 1937 sur le projet de Bonneville a créé la Bonneville Power Administration au sein du Ministère de l'intérieur. Cette loi, la Loi fédérale de 1974 sur le système de transport d'électricité du fleuve Columbia, la Loi de 1980 sur la planification et la conservation de l'énergie électrique dans la région Pacific Northwest et d'autres lois fédérales comportent des dispositions qui définissent la mission de Bonneville ou la manière de l'exécuter.

Le fondement juridique de Western découle des lois fédérales sur la mise en valeur des terres, en particulier la section 9 c) de la Loi de 1939 sur la question.

3. Description du fonctionnement des entreprises commerciales d'État

a) Aperçu

Le Gouvernement fédéral des États-Unis vend de l'électricité en gros à des entreprises de service public appartenant à l'État ou à des investisseurs et assure des services de transport d'électricité vers des acheteurs et vendeurs d'électricité en gros. Bonneville, Western et Southwestern possèdent et exploitent des lignes à haute tension et utilisent également les systèmes de transport d'autres services publics pour livrer l'énergie électrique aux réseaux de leurs clients. Southeastern utilise les lignes d'autres services publics pour livrer son énergie aux réseaux de ses clients.

Les PMA vendent l'énergie électrique qui n'est pas utilisée par le Bureau ou le Génie pour fournir ou gérer l'eau à des fins multiples telles que l'irrigation, la prévention des inondations, la navigation, les loisirs, l'alimentation en eau et l'amélioration de l'environnement. En 2001, le gouvernement fédéral produisait et commercialisait environ 7 pour cent de toute l'énergie électrique produite aux États-Unis et environ 10 pour cent de l'énergie électrique produite par les efforts combinés des PMA ainsi que de la Tennessee Valley Authority (TVA). Cette dernière est une société publique, détenue entièrement par l'État fédéral, qui produit et vend de l'énergie électrique dans le Tennessee et certaines parties de six autres États du Sud-Est.

Outre ses projets fédéraux, Bonneville a acquis la totalité de la capacité de production d'une centrale nucléaire opérationnelle, l'Energy Northwest Columbia Generating Station.

b) Indication des privilèges

Les PMA, à l'exception de Bonneville qui s'autofinance, sont financées principalement par des allocations budgétaires annuelles du Ministère de l'énergie et la plus grosse partie des recettes des PMA autres que Bonneville sont versées au compte "Recettes diverses" et au Fonds de mise en valeur des terres du Trésor des États-Unis. Les PMA sont exonérées de l'impôt fédéral sur le revenu et des impôts d'État et locaux.

Le gouvernement fédéral a investi dans les activités de production d'électricité et les PMA, par le truchement d'allocations budgétaires annuelles et aussi d'emprunts dans le cas de Bonneville, ces emprunts devant être remboursés avec intérêts. Les taux d'intérêt sont fixés par la loi, des ordonnances administratives prises en application de la loi ou des mesures administratives. Par exemple, Bonneville rembourse les allocations budgétaires reçues: 1) avant 1974, année où elle a été habilitée à s'autofinancer; 2) pour la partie énergie électrique des fonds que le Génie et le Bureau ont reçus et dépensés pour le Federal Columbia River Power System (Système fédéral d'énergie électrique du fleuve Columbia). Lors de l'exercice 2002, Bonneville devait encore rembourser 3,966 milliards de dollars de crédits budgétaires, portant en moyenne un intérêt de 7 pour cent.

Pour financer ses programmes d'investissement, Bonneville est autorisée par la Loi fédérale de 1974 sur le système de transport d'électricité du fleuve Columbia, telle qu'elle a été modifiée, à contracter auprès du Trésor des États-Unis à concurrence de 4,45 milliards de dollars d'obligations

portant intérêt, dont les modalités et conditions de remboursement sont comparables à celles des obligations émises par les sociétés publiques des États-Unis. Statutairement (cf. 16 USC 838i c)), Bonneville est traitée pour ses opérations financières et budgétaires comme une société publique entièrement contrôlée par l'État et régie par la Loi sur le contrôle des sociétés publiques (31 USC 9106). À la fin de l'exercice 2002, elle était redevable au Trésor de 2,771 milliards de dollars d'obligations portant en moyenne un taux d'intérêt de 6,2 pour cent. Le montant total de sa dette pour des projets autres que des projets fédéraux s'établissait à 6,202 milliards de dollars à un taux d'intérêt moyen de 5,5 pour cent. À la fin de l'exercice 2002, la dette totale de Bonneville s'établissait ainsi à 12,939 milliards de dollars à un taux d'intérêt moyen de 6,1 pour cent.

c) Types d'entités autres que l'entreprise commerciale d'État qui sont autorisées à effectuer des importations/exportations et conditions de leur participation à ces opérations

Plus de 3 000 entreprises de service public appartenant à des investisseurs privés, des autorités locales et des coopératives et s'occupant de production, transport et distribution d'énergie électrique sont autorisés à importer et exporter de l'électricité. Le Bureau des énergies fossiles du Ministère de l'énergie accorde des permis pour la construction d'installations sur les frontières internationales et des autorisations d'exportation. Aucune autorisation n'est exigée pour importer de l'électricité. Il est permis d'investir dans ce type d'activité; les sociétés concernées sont soumises aux lois des États-Unis et aux lois des différents États.

d) Modalités de fixation du niveau des importations/exportations par les entreprises commerciales d'État

Les PMA peuvent exporter de l'électricité selon ce qu'autorisent les textes juridiques les concernant et leur direction. Southeastern et Southwestern n'importent ni n'exportent d'électricité. Western n'importe et n'exporte que de l'électricité qu'elle ne produit pas. Une partie de l'énergie produite dans les centrales fédérales et non fédérales du fleuve Columbia appartient au Canada en vertu du Traité du fleuve Columbia; Bonneville livre cette énergie à la frontière entre les deux pays et est tenue de le faire jusqu'au 16 septembre 2024. En outre, elle peut exporter de temps à autre à court terme de l'énergie ou des capacités de production propres ou externes.

Les PMA ne sont pas tenues d'obtenir des autorisations d'exportation auprès du Bureau des énergies fossiles du Ministère de l'énergie. Les niveaux d'importation et d'exportation sont déterminés par l'offre et la demande.

Modalités de détermination du niveau des importations/exportations pour les sociétés de production, transport et distribution d'électricité. Le niveau des importations/exportations des entreprises de service public appartenant à des investisseurs privés, des autorités locales et des coopératives est déterminé par l'offre et la demande. Le Bureau des énergies fossiles du Ministère de l'énergie autorise les exportations en fonction des effets de la transaction considérée sur la fiabilité technique du réseau d'électricité régional et compte tenu de l'impact sur l'environnement.

e) Modalités de détermination des prix à l'exportation

Les prix de vente à l'exportation de Western pour l'énergie électrique autre que celle qu'elle produit dépendent du marché. Les prix de Bonneville à l'exportation pour l'électricité qu'elle produit ou non sont établis conformément aux statuts qui la régissent et sont revus par la Commission fédérale de réglementation de l'énergie.

f) Modalités de détermination des prix à l'importation

Bonneville et Western paient les prix du marché pour leurs importations d'électricité.

g) Indiquer si les entreprises commerciales d'État négocient des contrats à long terme

Western ne signe pas de contrats à long terme pour l'exportation ou l'importation d'électricité non produite par des sociétés. Bonneville, Southeastern, Southwestern et Western signent des contrats à long terme pour la vente aux États-Unis d'énergie électrique produite dans les centrales fédérales. Le 1^{er} avril 2003, Bonneville a signé des contrats de 35 ans avec un consortium d'entreprises de service public du Nord-Ouest pour la livraison au cours de la période considérée, dans le cadre du "Canadian Storage Power Exchange", d'énergie électrique que le Canada a achetée au titre du Traité du fleuve Columbia. Dans la mesure où ce Traité est un "contrat" entre le Canada et les États-Unis, ces livraisons d'énergie électrique auxquelles le Canada a droit constituent une exportation à long terme qui doit se poursuivre au moins jusqu'au 16 septembre 2024. Ces exportations sont de l'ordre de 4,7 TWh (un Terawatt/heure égale un million de mégawatts/heure) par an, avec un taux de pointe de 1 170 MW.

Indiquer si l'entreprise commerciale d'État est utilisée pour remplir les obligations contractuelles assumées par les pouvoirs publics: les PMA remplissent leurs responsabilités en matière de vente d'énergie électrique conformément aux différents statuts fédéraux qui les guident et/ou les régissent.

h) Description de la structure du marché

Le marché de l'électricité est concurrentiel. Des entreprises de service public privées, américaines et étrangères, des services publics de l'État et des fournisseurs publics d'électricité assurent la production, le transport et la distribution d'électricité aux États-Unis. Les réseaux électriques régionaux sont reliés à ceux du Canada et du Mexique. Il n'y a pas de droits de douane sur l'électricité.

4. Tableaux de données

Tableau I: Renseignements sur les importations, par produit: Voir tableaux ci-joints.

Tableau II: Renseignements sur les exportations, par produit: Voir tableaux ci-joints.

Tableau III: Activités sur le marché intérieur lorsque l'entreprise commerciale d'État commercialise également ses produits sur le plan international: Voir tableaux ci-joints.

5. Raisons de l'absence de commerce avec l'étranger

Sans objet.

6. Renseignements complémentaires

Aucun.

V. STRATÉGIC PÉTROLEUM RÉSERVE

1. Énumération des entreprises commerciales d'État

a) Identification

Les États-Unis maintiennent la Strategic Petroleum Reserve (Réserve stratégique de pétrole) au sein du Ministère de l'énergie.

b) Désignation du produit visé

Le produit visé est le pétrole brut (Système harmonisé 2709).

2. Raison et objet de la création et du maintien de l'entreprise commerciale d'État

a) Raison et objet

La Stratégic Petroleum Reserve (SRP) est un stock de pétrole brut, géré par le Ministère de l'énergie. Sa mission est de réduire la vulnérabilité aux conséquences sur l'économie, la sécurité nationale et la politique étrangère de l'interruption des fournitures en décourageant l'utilisation de cette arme par d'autres pays et en accroissant l'offre de pétrole brut aux États-Unis, dans l'éventualité d'une interruption due à des causes politiques, militaires ou naturelles.

b) Exposé succinct du fondement juridique de l'octroi de droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux

La SPR a été créée en vertu de la Loi du 22 décembre 1975 sur la politique énergétique et la conservation de l'énergie (Public Law 94-163), telle qu'elle a été modifiée, laquelle vise à réduire les effets des perturbations de l'offre de produits pétroliers et à remplir les obligations des États-Unis en vertu de l'Accord pour un Programme énergétique international.

3. Description du fonctionnement de l'entreprise commerciale d'État

a) Aperçu

Par l'intermédiaire de la SPR, les États-Unis possèdent et exploitent quatre installations souterraines de stockage de pétrole brut d'une capacité totale de 700 millions de barils. La SPR acquiert du pétrole brut d'origine nationale et étrangère par achat et échange ainsi que par extraction sur les terres fédérales moyennant redevances. Au cours des dernières années, le pétrole a été obtenu essentiellement par échange compétitif de pétrole off-shore fédéral contre du pétrole national ou étranger livrable à la Réserve.

En cas d'utilisation d'urgence de pétrole brut provenant de la Réserve, le Ministère de l'énergie est tenu de vendre et distribuer le pétrole brut aux acheteurs sur une base concurrentielle en utilisant essentiellement des pipelines commerciaux et terminaux marins. Le pétrole stocké dans la Réserve ne peut être exporté, si ce n'est à titre d'échange.

La SPR contient environ 620 millions de barils de pétrole brut, soit le plus gros stock d'urgence du monde. Globalement, les installations et le pétrole brut représentent un investissement national de plus de 20 milliards de dollars.

b) Indication des privilèges

La SPR est, au sein du Ministère de l'énergie, une agence du gouvernement fédéral, financée par des allocations budgétaires annuelles ainsi que par le Compte Réserve stratégique de pétrole et le Compte pétrole de la SPR. En cas d'utilisation d'urgence et de vente de pétrole brut, le Compte pétrole de la SPR sert à couvrir les coûts marginaux de prélèvement du pétrole dans les cavernes de stockage et de son transport au point de livraison aux acheteurs. Lorsque des fonds supplémentaires sont nécessaires pour le prélèvement, ils peuvent être imputés sur le Compte Réserve stratégique de pétrole ou sur d'autres services du Ministère de l'énergie. Le gouvernement fédéral dépose sur ce compte un montant équivalent aux recettes provenant des ventes du pétrole prélevé d'urgence afin d'assurer un financement additionnel pour reconstituer la SPR. Au cours des dernières années, des fonds du Compte pétrole de la SPR ont été virés au Compte Réserve stratégique de pétrole.

c) Types d'entités autres que l'entreprise commerciale d'État qui sont autorisées à effectuer des importations/exportations et conditions de leur participation à ces opérations

Les entreprises privées de prospection, production, raffinage, stockage et distribution de pétrole brut sont autorisées à importer et exporter du pétrole brut. Il est permis d'investir dans ces activités, les investissements étant soumis aux lois des États-Unis et de leurs différents États.

d) Modalités de fixation du niveau des importations/exportations par l'entreprise commerciale d'État

Aucun niveau d'importation/d'exportation n'est fixé pour la SPR.

e) Modalités de fixation du niveau des importations/exportations pour les autres entités

Le niveau des importations/exportations des entreprises privées de prospection, production, raffinage, stockage et distribution de pétrole brut sont fonction de l'offre et la demande. Actuellement, des importations nettes sont nécessaires pour satisfaire la demande.

f) Modalités de détermination des prix à l'exportation

La SPR n'exporte pas de pétrole brut et le pétrole provenant de la SPR ne peut être exporté sauf à titre d'échange. Le prix du pétrole brut de la SPR est déterminé sur une base concurrentielle.

g) Modalités de détermination des prix à l'importation

Les prix des contrats d'achat de pétrole brut sont négociés entre la SPR et le fournisseur. Le pétrole brut d'origine étrangère et nationale est mélangé dans les installations de stockage souterraines.

h) Indiquer si l'entreprise commerciale d'État négocie des contrats à long terme

La SPR négocie des contrats d'échange de royalties à six mois pour remplir la Réserve.

Si l'entreprise commerciale d'État est utilisée pour remplir les obligations contractuelles assumées par le gouvernement:

i) Structure du marché

La structure du marché du pétrole brut est internationale et concurrentielle. Des sociétés pétrolières intégrées verticalement et des sociétés indépendantes, tant américaines qu'étrangères, se

livrent à des activités de prospection, production, raffinage, stockage et distribution de pétrole brut aux États-Unis. Les droits de douane sur le pétrole brut sont de 5,25 cents par baril de pétrole brut à 25 degrés API et 10,5 cents par baril à 25 degrés API ou plus.

4. Tableaux de données

Tableau I: Renseignements sur les importations, par produit: Voir tableaux ci-joints.

Tableau II: Renseignements sur les exportations, par produit: Voir tableaux ci-joints.

Tableau III: Activités sur le marché intérieur lorsque l'entreprise commerciale d'État vend également ses produits sur le plan international: Voir tableaux ci-joints.

5. Raisons de l'absence de commerce avec l'étranger: sans objet

6. Renseignements complémentaires

Aucun.

TABLEAU I

COMMERCE D'ÉTAT: Commodity Credit Corporation (CCC)

RENSEIGNEMENTS STATISTIQUES, IMPORTATIONS, EXERCICE 1995

Désignation des produits (et numéros du SH)	Quantité totale importée*	Quantité importée par l'entreprise commerciale d'État	Prix moyen à l'importation	Prix de vente représentatif moyen sur le marché intérieur	Majoration des prix**	Production nationale
Lait en poudre écrémé - SH 040219	1 000 TM	0	n.d.	2 358 \$/TM	n.d.	559 000 TM
Huile butyrique - SH 040510	2 000 TM	0	n.d.	1 660 \$/TM	n.d.	573 000 TM

TABLEAU II

COMMERCE D'ÉTAT: Commodity Credit Corporation (CCC)

RENSEIGNEMENTS STATISTIQUES, EXPORTATIONS, EXERCICE 1995

Désignation des produits (et numéros du SH)	Quantité totale exportée*	Quantité exportée par l'entreprise commerciale d'État	Prix d'achat moyen**	Prix de vente représentatif moyen sur le marché intérieur	Prix moyen à l'exportation	Production nationale
Lait en poudre écrémé - SH 040219	170 000 TM	8 650 TM	2 394 \$/TM	2 358 \$/TM	1 792 \$/TM	559 000 TM
Huile butyrique - SH 040510	64 000 TM	1 837 TM	2 278 \$/TM	1 660 \$/TM	1 760 \$/TM	573 000 TM

TABLE III

COMMERCE D'ÉTAT: Commodity Credit Corporation (CCC)

RENSEIGNEMENTS STATISTIQUES, ACTIVITÉS SUR LE MARCHÉ INTÉRIEUR, EXERCICE 1995
(tonnes métriques)

Désignation des produits (et numéros du SH)	Achats de l'entreprise commerciale d'État sur le marché intérieur	Production nationale	Ventes de l'entreprise commerciale d'État sur le marché intérieur	Consommation nationale
Lait en poudre écrémé (0402)	10 105	559 280	14 588	412 769
Miel (0409)	0	95 741	3 713	108 862
Beurre (0405)	11 823	573 341	11 771	537 961
Fromage (0406)	5	3 137 499	0	3 254 073
Blé (1001)	1 844 197	59 411 545	515 325	31 025 727
Orge (1003)	2 852	7 816 306	11 692	7 642 126
Avoine (1004)	0	2 336 909	0	3 977 099
Maïs (1005)	522 959	187 968 731	66 068	160 560 858
Riz (1006)	115 485	7 887 974	680	4 744 578
Sorgho (1007)	172 728	11 659 142	46 256	7 975 970
Fèves de soja (1201)	56 826	59 173 518	28 576	40 305 739
Arachides (1202)	0	1 570 099	1 985	629 515
Graines de lin (1204)	0	56 187	1 225	235 748
Sucre (1212)	0	6 686 000	7 358	8 667 000
Coton (5201)	0	3 897 223	37 449	2 224 272
Tournesol (1206)	10 977	1 818 603	10 977	1 514 000
Laine (4102)	0	15 211	0	64 410
Mohair (4102)	0	5 134	0	n.d.

TABLEAU I

COMMERCE D'ÉTAT: Commodity Credit Corporation (CCC)

RENSEIGNEMENTS STATISTIQUES, IMPORTATIONS, EXERCICE 1996

Désignation des produits (et numéros du SH)	Quantité totale importée*	Quantité importée par l'entreprise commerciale d'État	Prix moyen à l'importation	Prix de vente représentatif moyen sur le marché intérieur	Majoration des prix**	Production nationale
Lait en poudre écrémé - SH 040219	2 000 TM	0	n.d.	2 622 \$/TM	n.d.	482 000 TM
Huile butyrique - SH 040510	1 000 TM	0	n.d.	2 341 \$/TM	n.d.	533 000 TM

TABLEAU II

COMMERCE D'ÉTAT: Commodity Credit Corporation (CCC)

RENSEIGNEMENTS STATISTIQUES, EXPORTATIONS, EXERCICE 1996

Désignation des produits (et numéros du SH)	Quantité totale exportée*	Quantité importée par l'entreprise commerciale d'État	Prix d'achat moyen**	Prix de vente représentatif moyen sur le marché intérieur	Prix moyen à l'exportation	Production nationale
Lait en poudre écrémé - SH 040219	31 000 TM	0	n.d.	2 358 \$/TM	n.d.	482 000 TM
Huile butyrique - SH 040510	19 000 TM	0	n.d.	1 660 \$/TM	n.d.	533 000 TM

TABLEAU III

COMMERCE D'ÉTAT: Commodity Credit Corporation (CCC)

RENSEIGNEMENTS STATISTIQUES, ACTIVITÉS SUR LE MARCHÉ INTÉRIEUR, EXERCICE 1996
(tonnes métriques)

Désignation des produits (et numéros du SH)	Achats de l'entreprise commerciale d'État sur le marché intérieur	Production nationale	Ventes de l'entreprise commerciale d'État sur le marché intérieur	Consommation nationale
Lait en poudre écrémé (0402)	167	481 715	9 818	455 860
Miel (0409)	0	90 497	301	118 841
Beurre (0405)	0	532 518	155	520 724
Fromage (0406)	0	3 274 031	0	3 340 255
Blé (1001)	1 014 763	61 969 807	1 130 637	35 407 430
Orge (1003)	0	8 534 796	102 047	8 469 479
Avoine (1004)	0	2 220 789	0	3 599 710
Maïs (1005)	296 914	234 529 094	299 455	177 579 649
Riz (1006)	63 503	7 783 647	1 361	4 608 500
Sorgho (1007)	111 562	20 193 938	17 959	14 250 062
Fèves de soja (1201)	29 910	64 780 466	191	42 345 082
Arachides (1202)	0	1 660 695	4	640 610
Graines de lin (1204)	0	40 693	227	269 888
Sucre (1212)	0	6 536 000	0	8 866 000
Coton (5201)	0	4 124 136	0	2 330 087
Tournesol (1206)	6 668	1 614 491	6 668	1 492 000
Laine (4102)	0	13 572	0	64 319
Mohair (4102)	0	3 397	0	n/a

TABLEAU I

COMMERCE D'ÉTAT: Commodity Credit Corporation (CCC)

RENSEIGNEMENTS STATISTIQUES, IMPORTATIONS, EXERCICE 1997

Désignation des produits (et numéros du SH)	Quantité totale importée*	Quantité importée par l'entreprise commerciale d'État	Prix moyen à l'importation	Prix de vente représentatif moyen sur le marché intérieur	Majoration des prix**	Production nationale
Lait en poudre écrémé - SH 040219	2 000 TM	0	n.d.	2 548 \$/TM	n.d.	455 000 TM
Huile butyrique - SH 040510	4 000 TM	0	n.d.	2 327 \$/TM	n.d.	535 000 TM

TABLEAU II

COMMERCE D'ÉTAT: Commodity Credit Corporation (CCC)

RENSEIGNEMENTS STATISTIQUES, EXPORTATIONS, EXERCICE 1997

Désignation des produits (et numéros du SH)	Quantité totale exportée*	Quantité importée par l'entreprise commerciale d'État	Prix d'achat moyen**	Prix de vente représentatif moyen sur le marché intérieur	Prix moyen à l'exportation	Production nationale
Lait en poudre écrémé - SH 040219	85 000 TM	0	n.d.	2 548 \$/TM	n.d.	455 000 TM
Huile butyrique - SH 040510	12 000 TM	0	n.d.	2 327 \$/TM	n.d.	535 000 TM

TABLEAU III

COMMERCE D'ÉTAT: Commodity Credit Corporation (CCC)

RENSEIGNEMENTS STATISTIQUES, ACTIVITÉS SUR LE MARCHÉ INTÉRIEUR, EXERCICE 1997
(tonnes métriques)

Désignation des produits (et numéros du SH)	Achats de l'entreprise commerciale d'État sur le marché intérieur	Production nationale	Ventes de l'entreprise commerciale d'État sur le marché intérieur	Consommation nationale
Lait en poudre écrémé (0402)	9 290	552 476	619	410 955
Miel (0409)	0	89 147	0	117 027
Beurre (0405)	2	522 085	0	506 209
Fromage (0406)	780	3 324 833	134	3 406 933
Blé (1001)	996 521	67 521 779	593 763	34 209 946
Orge (1003)	9 036	7 838 078	1 981	6 880 091
Avoine (1004)	0	2 423 998	0	3 715 830
Maïs (1005)	264 884	233 868 663	719 692	185 098 398
Riz (1006)	62 369	8 300 743	0	4 712 826
Sorgho (1007)	51 082	16 104 348	483	10 668 496
Fèves de soja (1201)	9 988	73 175 810	0	47 666 920
Arachides (1202)	0	1 605 436	8	659 354
Graines de lin (1204)	0	61 471	0	283 325
Sucre (1212)	0	7 276 000	0	8 903 000
Coton (5201)	2 830	4 091 695	871	2 373 631
Tournesol (1206)	5 987	1 667 838	5 987	1 611 000
Laine (4102)	0	12 832	0	65 317
Mohair (4102)	0	2 896	0	n/a

TABLEAU I

COMMERCE D'ÉTAT: Production et distribution d'isotopes

RENSEIGNEMENTS STATISTIQUES, IMPORTATIONS, 1995

Désignation des produits (et numéros du SH)	Quantité totale importée*	Quantité importée par l'entreprise commerciale d'État	Prix moyen à l'importation	Prix de vente représentatif moyen sur le marché intérieur	Majoration des prix**	Production nationale
Élément et isotopes et composés radioactifs - SH 2844.40.0010	Inconnue	0	n.d.	Inconnu	n.d.	Inconnue
Élément et isotopes et composés radioactifs, n.d.c.a. - SH 2844.40.0020	Inconnue	0	n.d.	Inconnu	n.d.	Inconnue
Eau lourde (oxyde de deutérium) - SH 2845.10.0000	Inconnue	0	n.d.	Inconnu	n.d.	Inconnue
Isotopes autres que ceux du n° 2844; leurs composés inorganiques ou organiques, n.d.n.c.a - SH 2845.90.0000	Inconnue	0	n.d.	Inconnu	n.d.	Inconnue

TABLEAU II

COMMERCE D'ÉTAT: Production et distribution d'isotopes

RENSEIGNEMENTS STATISTIQUES, EXPORTATIONS, 1995

Désignation des produits (et numéros du SH)	Quantité totale exportée*	Quantité exportée par l'entreprise commerciale d'État	Prix d'achat moyen**	Prix de vente représentatif moyen sur le marché intérieur	Prix moyen à l'exportation	Production nationale
Élément et isotopes et composés radioactifs - SH 2844.40.0010	Inconnue	0	n.d.	Inconnu	n.d.	Inconnue
Élément et isotopes et composés radioactifs, n.d.c.a. - SH 2844.40.0020	Inconnue	9 721 984 GBq	0	Inconnu	0,09 \$/GBq	Inconnue
Eau lourde (oxyde de deutérium) - SH 2845.10.0000	Inconnue	0	n.d.	Inconnu	n.d.	Inconnue
Isotopes autres que ceux du n° 2844; leurs composés inorganiques ou organiques, n.d.n.c.a - SH 2845.90.0000	Inconnue	2,75 kg	0	Inconnu	2 426 788 \$/kg	Inconnue

TABLEAU III

COMMERCE D'ÉTAT: Production et distribution d'isotopes

RENSEIGNEMENTS STATISTIQUES, ACTIVITÉS SUR LE MARCHÉ INTÉRIEUR, 1995

Désignation des produits (et numéros du SH)	Achats de l'entreprise commerciale d'État sur le marché intérieur	Production nationale	Ventes de l'entreprise commerciale d'État sur le marché intérieur	Consommation nationale
Élément et isotopes et composés radioactifs - SH 2844.40.0010	0 \$	Inconnue	93 162 curies	Inconnue
Élément et isotopes et composés radioactifs, n.d.c.a. - SH 2844.40.0020	0 \$	Inconnue	553 288 curies	Inconnue
Eau lourde (oxyde de deutérium) - SH 2845.10.0000	0 \$	Inconnue	0	Inconnue
Isotopes autres que ceux du n° 2844; leurs composés inorganiques ou organiques, n.d.n.c.a - SH 2845.90.0000	0 \$	Inconnue	7,5 kg	Inconnue

TABLEAU I

COMMERCE D'ÉTAT: Production et distribution d'isotopes

RENSEIGNEMENTS STATISTIQUES, IMPORTATIONS, 1996

Désignation des produits (et numéros du SH)	Quantité totale importée*	Quantité importée par l'entreprise commerciale d'État	Prix moyen à l'importation	Prix de vente représentatif moyen sur le marché intérieur	Majoration des prix**	Production nationale
Élément et isotopes et composés radioactifs - SH 2844.40.0010	Inconnue	0	n.d.	Inconnu	n.d.	Inconnue
Élément et isotopes et composés radioactifs, n.d..c.a. - SH 2844.40.0020	Inconnue	0	n.d.	Inconnu	n.d.	Inconnue
Eau lourde (oxyde de deutérium) - SH 2845.10.0000	Inconnue	0	n.d.	Inconnu	n.d.	Inconnue
Isotopes autres que ceux du n° 2844; leurs composés inorganiques ou organiques, n.d.n.c.a - SH 2845.90.0000	Inconnue	0	n.d.	Inconnu	n.d.	Inconnue

TABLEAU II

COMMERCE D'ÉTAT: Production et distribution d'isotopes

RENSEIGNEMENTS STATISTIQUES, EXPORTATIONS, 1996

Désignation des produits (et numéros du SH)	Quantité totale exportée*	Quantité exporté par l'entreprise commerciale d'État	Prix d'achat moyen**	Prix de vente représentatif moyen sur le marché intérieur	Prix moyen à l'exportation	Production nationale
Élément et isotopes et composés radioactifs - SH 2844.40.0010	549 809 (curies)	0	n.d.	Inconnu	n.d.	Inconnue
Élément et isotopes et composés radioactifs, n.d..c.a. - SH 2844.40.0020	46 516 646 (millicuries)	1 794 722 GBq	0	Inconnu	1,23 \$/GBq	Inconnue
Eau lourde (oxyde de deutérium) - SH 2845.10.0000	58 633 (kg)	0	n.d.	Inconnu	n.d.	Inconnue
Isotopes autres que ceux du n° 2844; leurs composés inorganiques ou organiques, n.d.n.c.a - SH 2845.90.0000	2 578 096 (kg)	2 kg	0	Inconnu	3 171 510 \$/kg	Inconnue

TABLEAU III

COMMERCE D'ÉTAT: Production et distribution d'isotopes

RENSEIGNEMENTS STATISTIQUES, ACTIVITÉS SUR LE MARCHÉ INTÉRIEUR, 1996

Désignation des produits (et numéros du SH)	Achats de l'entreprise commerciale d'État sur le marché intérieur	Production nationale	Ventes de l'entreprise commerciale d'État sur le marché intérieur	Consommation nationale
Élément et isotopes et composés radioactifs - SH 2844.40.0010	0	Inconnue	201 152 curies	Inconnue
Élément et isotopes et composés radioactifs - SH 2844.40.0020	0	Inconnue	828 307 curies	Inconnue
Eau lourde (oxyde de deutérium) - SH 2845.10.0000	0	Inconnue	0	Inconnue
Isotopes autres que ceux du n° 2844; leurs composés inorganiques ou organiques, n.d.n.c.a - SH 2845.90.0000	0	Inconnue	14,5 kg	Inconnue

TABLEAU I

COMMERCE D'ÉTAT: Production et distribution d'isotopes

RENSEIGNEMENTS STATISTIQUES, IMPORTATIONS, 1997

Désignation des produits (et numéros du SH)	Quantité totale importée*	Quantité importée par l'entreprise commerciale d'État	Prix moyen à l'importation	Prix de vente représentatif moyen sur le marché intérieur	Majoration des prix**	Production nationale
Élément et isotopes et composés radioactifs - SH 2844.40.0010	Inconnue	0	n.d.	Inconnu	n.d.	Inconnue
Élément et isotopes et composés radioactifs, n.d..c.a. - SH 2844.40.0020	Inconnue	0	n.d.	Inconnu	n.d.	Inconnue
Eau lourde (oxyde de deutérium) - SH 2845.10.0000	Inconnue	0	n.d.	Inconnu	n.d.	Inconnue
Isotopes autres que ceux du n° 2844; leurs composés inorganiques ou organiques, n.d.n.c.a - SH 2845.90.0000	Inconnue	0	n.d.	Inconnu	n.d.	Inconnue

TABLEAU II

COMMERCE D'ÉTAT: Production et distribution d'isotopes

RENSEIGNEMENTS STATISTIQUES, EXPORTATIONS, 1997

Désignation des produits (et numéros du SH)	Quantité totale exportée*	Quantité exportée par l'entreprise commerciale d'État	Prix d'achat moyen**	Prix de vente représentatif moyen sur le marché intérieur	Prix moyen à l'exportation	Production nationale
Élément et isotopes et composés radioactifs - SH 2844.40.0010	Inconnue	0	n.d.	Inconnu	n.d.	Inconnue
Élément et isotopes et composés radioactifs, n.d..c.a. - SH 2844.40.0020	Inconnue	135 715 GBq	0	Inconnu	7,78 \$/GBq	Inconnue
Eau lourde (oxyde de deutérium) - SH 2845.10.0000	Inconnue	0	n.d.	Inconnu	n.d.	Inconnue
Isotopes autres que ceux du n° 2844; leurs composés inorganiques ou organiques, n.d.n.c.a - SH 2845.90.0000	Inconnue	17,3 kg	0	Inconnu	158 583 \$/kg	Inconnue

TABLEAU III

COMMERCE D'ÉTAT: Production et distribution d'isotopes

RENSEIGNEMENTS STATISTIQUES, ACTIVITÉS SUR LE MARCHÉ INTÉRIEUR, 1997

Désignation des produits (et numéros du SH)	Achats de l'entreprise commerciale d'État sur le marché intérieur	Production nationale	Ventes de l'entreprise commerciale d'État sur le marché intérieur	Consommation nationale
Élément et isotopes et composés radioactifs - SH 2844.40.0010	0 \$	Inconnue	0	Inconnue
Élément et isotopes et composés radioactifs - SH 2844.40.0020	0 \$	Inconnue	343 547 curies	Inconnue
Eau lourde (oxyde de deutérium) - SH 2845.10.0000	0 \$	Inconnue	0	Inconnue
Isotopes autres que ceux du n° 2844; leurs composés inorganiques ou organiques, n.d.n.c.a - SH 2845.90.0000	0 \$	Inconnue	5,3 kg	Inconnue

TABLEAU I

COMMERCE D'ÉTAT: Administrations chargées de la commercialisation de l'énergie électrique

RENSEIGNEMENTS STATISTIQUES, IMPORTATIONS, 1995

	Désignation des produits (et numéros du SH)	Quantité totale importée*	Quantité importée par l'entreprise commerciale d'État	Prix moyen à l'importation	Prix de vente représentatif moyen sur le marché intérieur	Majoration des prix**	Production nationale
Ouest	Énergie électrique - SH 2716	43 milliards de kWh	0	n.d.	0689 \$/kWh	n.d.	3 353 milliards de kWh
Bonneville	Énergie électrique - SH 2716	43 milliards de kWh	0	n.d.	0689 \$/kWh	n.d.	3 353 milliards de kWh
Sud-Ouest	Énergie électrique - SH 2716	43 milliards de kWh	0	n.d.	0689 \$/kWh	n.d.	3 353 milliards de kWh
Sud-Est	Énergie électrique - SH 2716	43 milliards de kWh	0	n.d.	0689 \$/kWh	n.d.	3 353 milliards de kWh

TABLEAU II

COMMERCE D'ÉTAT: Administrations chargées de la commercialisation de l'énergie électrique

RENSEIGNEMENTS STATISTIQUES, EXPORTATIONS, 1995

	Désignation des produits (et numéros du SH)	Quantité totale exportée*	Quantité exportée par l'entreprise commerciale d'État	Prix d'achat moyen**	Prix de vente représentatif moyen sur le marché intérieur	Prix moyen à l'exportation	Production nationale
Ouest	Énergie électrique - SH 2716	4 milliards de kWh	0	n.d.	0689 \$/kWh	n.d.	3 353 milliards de kWh
Bonneville	Énergie électrique - SH 2716	4 milliards de kWh	0	n.d.	0689 \$/kWh	n.d.	3 353 milliards de kWh
	Énergie électrique - SH 2716	4 milliards de kWh	0	n.d.	0689 \$/kWh	n.d.	3 353 milliards de kWh
	Énergie électrique - SH 2716	4 milliards de kWh	0	n.d.	0689 \$/kWh	n.d.	3 353 milliards de kWh

TABLEAU III

COMMERCE D'ÉTAT: Administrations chargées de la commercialisation de l'énergie électrique

RENSEIGNEMENTS STATISTIQUES, ACTIVITÉS SUR LE MARCHÉ INTÉRIEUR, 1995

	Désignation des produits (et numéros du SH)	Achats de l'entreprise commerciale d'État sur le marché intérieur	Production nationale	Ventes de l'entreprise commerciale d'État sur le marché intérieur	Consommation nationale
Ouest	Énergie électrique - SH 2716	7,7 milliards de kWh	3 353 millions de kWh	34,0 milliards de kWh	3 162,4 milliards de kWh
Bonneville	Énergie électrique - SH 2716	7 000 milliards de kWh	3 353 milliards de kWh	82 028 millions de kWh	3 162,4 milliards de kWh
Sud-Ouest	Énergie électrique - SH 2716	0	3 353 milliards de kWh	7716236000 kWh	3 162,4 milliards de kWh
Sud-Est	Énergie électrique - SH 2716	0	3 353 milliards de kWh	6 828 571 435 kWh	3 162,4 milliards de kWh

TABLEAU I

COMMERCE D'ÉTAT: Administrations chargées de la commercialisation de l'énergie électrique

RENSEIGNEMENTS STATISTIQUES, IMPORTATIONS, 1996

	Désignation des produits (et numéros du SH)	Quantité totale importée*	Quantité importée par l'entreprise commerciale d'État	Prix moyen à l'importation	Prix de vente représentatif moyen sur le marché intérieur	Majoration des prix**	Production nationale
Ouest	Énergie électrique - SH 2716	43 milliards de kWh	0	n.d.	0686 \$/kHw	n.d.	3 444 milliards de kWh
Bonneville	Énergie électrique - SH 2716	43 milliards de kWh	0	n.d.	0686 \$/kHw	n.d.	3 444 milliards de kWh
Sud-Ouest	Énergie électrique - SH 2716	43 milliards de kWh	0	n.d.	0686 \$/kHw	n.d.	3 444 milliards de kWh
Sud-Est	Énergie électrique - SH 2716	43 milliards de kWh	0	n.d.	0686 \$/kHw	n.d.	3 444 milliards de kWh

TABLEAU II

COMMERCE D'ÉTAT: Administrations chargées de la commercialisation de l'énergie électrique

RENSEIGNEMENTS STATISTIQUES, EXPORTATIONS, 1996

	Désignation des produits (et numéros du SH)	Quantité totale exportée*	Quantité exportée par l'entreprise commerciale d'État	Prix d'achat moyen**	Prix de vente représentatif moyen sur le marché intérieur	Prix moyen à l'exportation	Production nationale
Ouest	Énergie électrique - SH 2716	3 milliards de kWh	0	n.d.	0686 \$/kWh	n.d.	3 444 milliards de kWh
Bonneville	Énergie électrique - SH 2716	3 milliards de kWh	0	n.d.	0686 \$/kWh	n.d.	3 444 milliards de kWh
Sud-Ouest	Énergie électrique - SH 2716	3 milliards de kWh	0	n.d.	0686 \$/kWh	n.d.	3 444 milliards de kWh
Sud-Est	Énergie électrique - SH 2716	3 milliards de kWh	0	n.d.	0686 \$/kWh	n.d.	3 444 milliards de kWh

TABLEAU III

COMMERCE D'ÉTAT: Administrations chargées de la commercialisation de l'énergie électrique

RENSEIGNEMENTS STATISTIQUES, ACTIVITÉS SUR LE MARCHÉ INTÉRIEUR, 1996

	Désignation des produits (et numéros du SH)	Achats de l'entreprise commerciale d'État sur le marché intérieur	Production nationale	Ventes de l'entreprise commerciale d'État sur le marché intérieur	Consommation nationale
Ouest	Énergie électrique - SH 2716	6,1 milliards de kWh	3 444 milliards de kWh	42,9 milliards de kWh	3 250,1 milliards de kWh
Bonneville	Énergie électrique - SH 2716	3 100 millions de kWh	3 444 milliards de kWh	88 494 millions de kWh	3 250,1 milliards de kWh
Sud-Ouest	Énergie électrique - SH 2716	1000 kWh	3 444 milliards de kWh	4 031 434 000 kWh	3 250,1 milliards de kWh
Sud-Est	Énergie électrique - SH 2716	0	3 444 milliards de kWh	8 602 216 245 kWh	3 250,1 milliards de kWh

TABLEAU I

COMMERCE D'ÉTAT: Administrations chargées de la commercialisation de l'énergie électrique

RENSEIGNEMENTS STATISTIQUES, IMPORTATIONS, 1997

	Désignation des produits (et numéros du SH)	Quantité totale importée*	Quantité importée par l'entreprise commerciale d'État	Prix moyen à l'importation	Prix de vente représentatif moyen sur le marché intérieur	Majoration des prix **	Production nationale
Ouest	Énergie électrique - SH 2716	43 milliards de kWh	5,0 millions de kWh	0156 \$/kWh	0685 \$/kWh	n.d.	3 492 milliards de kWh
Bonneville	Énergie électrique - SH 2716	43 milliards de kWh	0	n.d.	0685 \$/kWh	n.d.	3 492 milliards de kWh
Sud-Ouest	Énergie électrique - SH 2716	43 milliards de kWh	0	n.d.	0685 \$/kWh	n.d.	3 492 milliards de kWh
Sud-Est	Énergie électrique - SH 2716	43 milliards de kWh	0	n.d.	0685 \$/kWh	n.d.	3 492 milliards de kWh

TABLEAU II

COMMERCE D'ÉTAT: Administrations chargées de la commercialisation de l'énergie électrique

RENSEIGNEMENTS STATISTIQUES, EXPORTATIONS, 1997

	Désignation des produits (et numéros du SH)	Quantité totale exportée*	Quantité exportée par l'entreprise commerciale d'État	Prix d'achat moyen**	Prix de vente représentatif moyen sur le marché intérieur	Prix moyen à l'exportation	Production nationale
Ouest	Énergie électrique - SH 2716	9 milliards de kWh	0	n.d.	0685 \$/kWh	n.d.	3 492 milliards de kWh
Bonneville	Énergie électrique - SH 2716	9 milliards de kWh	0	n.d.	0685 \$/kWh	n.d.	3 492 milliards de kWh
Sud-Ouest	Énergie électrique - SH 2716	9 milliards de kWh	0	n.d.	0685 \$/kWh	n.d.	3 492 milliards de kWh
Sud-Est	Énergie électrique - SH 2716	9 milliards de kWh	0	n.d.	0685 \$/kWh	n.d.	3 492 milliards de kWh

TABLEAU III

COMMERCE D'ÉTAT: Administrations chargées de la commercialisation de l'énergie électrique

RENSEIGNEMENTS STATISTIQUES, ACTIVITÉS SUR LE MARCHÉ INTÉRIEUR, 1997

	Désignation des produits (et numéros du SH)	Achats de l'entreprise commerciale d'État sur le marché intérieur	Production nationale	Ventes de l'entreprise commerciale d'État sur le marché intérieur	Consommation nationale
Ouest	Énergie électrique - SH 2716	5,3 milliards de kWh	3 492 milliards de kWh	45,8 milliards de kWh	3 294,6 milliards de kWh
Bonneville	Énergie électrique - SH 2716	2 000 millions de kWh	3 492 milliards de kWh	101 327 millions de kWh	3 294,6 milliards de kWh
Sud-Ouest	Énergie électrique - SH 2716	0	3 492 milliards de kWh	7 466 603 000 kWh	3 294,6 milliards de kWh
Sud-Est	Énergie électrique - SH 2716	0	3 492 milliards de kWh	8 146 136 356 kWh	3 294,6 milliards de kWh

TABLEAU I

COMMERCE D'ÉTAT: Réserve stratégique de pétrole

RENSEIGNEMENTS STATISTIQUES, IMPORTATIONS, 1995

Désignation des produits (et numéros du SH)	Quantité totale importée*	Quantité importée par l'entreprise commerciale d'État	Prix moyen à l'importation	Prix de vente représentatif moyen sur le marché intérieur	Majoration des prix**	Production nationale
Pétrole brut - SH 2709	2 638 810 (1 000 barils)	0	n.d.	14,62 (le baril)	n.d.	2 394 268 (1 000 barils)

TABLEAU II

COMMERCE D'ÉTAT: Réserve stratégique de pétrole

RENSEIGNEMENTS STATISTIQUES, EXPORTATIONS, 1995

Désignation des produits (et numéros du SH)	Quantité totale exportée*	Quantité exportée par l'entreprise commerciale d'État	Prix d'achat moyen**	Prix de vente représentatif moyen sur le marché intérieur	Prix moyen à l'exportation	Production nationale
Pétrole brut - SH 2709	34 509 (1 000 barils)	0	n.d.	14,62 (le baril)	n.d.	2 394 268 (1 000 barils)

TABLEAU III

COMMERCE D'ÉTAT: Réserve stratégique de pétrole

RENSEIGNEMENTS STATISTIQUES, ACTIVITÉS SUR LE MARCHÉ INTÉRIEUR, 1995

Désignation des produits (et numéros du SH)	Achats de l'entreprise commerciale d'État sur le marché intérieur	Production nationale	Ventes de l'entreprise commerciale d'État sur le marché intérieur	Consommation nationale
Pétrole brut - SH 2709	0	2 394 268 (1 000 barils)	0	17 725 (1 000 barils/jour moyenne)

TABLEAU I

COMMERCE D'ÉTAT: Réserve stratégique de pétrole

RENSEIGNEMENTS STATISTIQUES, IMPORTATIONS, 1996

Désignation des produits (et numéros du SH)	Quantité totale importée*	Quantité importée par l'entreprise commerciale d'État	Prix moyen à l'importation	Prix de vente représentatif moyen sur le marché intérieur	Majoration des prix**	Production nationale
Pétrole brut - SH 2709	2 747 839 (1 000 barils)	0	n.d.	18,46 \$ (le baril)	n.d.	2 366 017 (1 000 barils)

TABLEAU II

COMMERCE D'ÉTAT: Réserve stratégique de pétrole

RENSEIGNEMENTS STATISTIQUES, EXPORTATIONS, 1996

Désignation des produits (et numéros du SH)	Quantité totale exportée*	Quantité exportée par l'entreprise commerciale d'État	Prix d'achat moyen**	Prix de vente représentatif moyen sur le marché intérieur	Prix moyen à l'exportation	Production nationale
Pétrole brut - SH 2709	40 211 (1 000 barils)	0	n.d.	18,46 \$ (le baril)	n.d.	2 366 017 (1 000 barils)

TABLEAU III

COMMERCE D'ÉTAT: Réserve stratégique de pétrole

RENSEIGNEMENTS STATISTIQUES, ACTIVITÉS SUR LE MARCHÉ INTÉRIEUR, 1996

Désignation des produits (et numéros du SH)	Achats de l'entreprise commerciale d'État sur le marché intérieur	Production nationale	Ventes de l'entreprise commerciale d'État sur le marché intérieur	Consommation nationale
Pétrole brut - SH 2709	0	2 366 017 (1 000 barils)	28 064 (1 000 barils)	18 309 (1 000 barils/jour moyenne)

TABLEAU I

COMMERCE D'ÉTAT: Réserve stratégique de pétrole

RENSEIGNEMENTS STATISTIQUES, IMPORTATIONS, 1997

Désignation des produits (et numéros du SH)	Quantité totale importée*	Quantité importée par l'entreprise commerciale d'État	Prix moyen à l'importation	Prix de vente représentatif moyen sur le marché intérieur	Majoration des prix**	Production nationale
Pétrole brut - SH 2709	3 002 299 (1 000 barils)	0	n.d.	17,23 \$ (le baril)	n.d.	2 354 831 (1 000 barils)

TABLEAU II

COMMERCE D'ÉTAT: Réserve stratégique de pétrole

RENSEIGNEMENTS STATISTIQUES, EXPORTATIONS, 1997

Désignation des produits (et numéros du SH)	Quantité totale exportée*	Quantité exportée par l'entreprise commerciale d'État	Prix d'achat moyen**	Prix de vente représentatif moyen sur le marché intérieur	Prix moyen à l'exportation	Production nationale
Pétrole brut - SH 2709	39 308 (1 000 barils)	0	n.d.	17,23 \$ (le baril)	n.d.	2 354 831 (1 000 barils)

TABLEAU III

COMMERCE D'ÉTAT: Réserve stratégique de pétrole

RENSEIGNEMENTS STATISTIQUES, ACTIVITÉS SUR LE MARCHÉ INTÉRIEUR, 1997

Désignation des produits (et numéros du SH)	Achats de l'entreprise commerciale d'État sur le marché intérieur	Production nationale	Ventes de l'entreprise commerciale d'État sur le marché intérieur	Consommation nationale
Pétrole brut - SH 2709	0	2 354 831 (1 000 barils)	0	18 620 (1 000 barils/jour moyenne)
